

Télégramme de Maurice Dejean à Christian Pineau sur la présence soviétique au Proche et Moyen-Orient (Moscou, 14 décembre 1957)

Légende: Le 14 décembre 1957, Maurice Dejean, ambassadeur à Moscou, adresse à Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères, un télégramme dans lequel il donne des précisions quant à la présence soviétique au Proche et Moyen-Orient. En effet, l'URSS s'est assurée de solides positions en Égypte et en Syrie, où elle est saluée comme le défenseur de la cause arabe. Maurice Dejean rappelle que la route du pétrole, indispensable à l'Europe occidentale, peut être coupée à tout moment. Par ailleurs, l'URSS semble penser que de larges possibilités s'ouvrent encore à elle au Proche et Moyen-Orient. Les livraisons d'armes soviétiques dans la région risquent de devenir plus importantes que les occidentales, multipliant ainsi les dangers d'incidents et il pourrait être avantageux de laisser entendre à l'URSS que les puissances occidentales ne s'opposeraient pas à des échanges de vues si des possibilités d'accord sur le Proche et Moyen-Orient s'avèrent possibles. D'après l'ambassadeur, une condition nécessaire pour endiguer l'avance soviétique dans la région est la mise en commun, du côté occidental, de toutes les intelligences, de toutes les expériences et de toutes les loyautés.

Source: M. Dejean, ambassadeur de France à Moscou, à M. Pineau, ministre des Affaires étrangères: Moscou, 14 décembre 1957, T. nos 4986 à 5002. Réservé. Dans: Ministère des Affaires étrangères. Commission de publication des documents diplomatiques français. Documents diplomatiques français: 1957, Tome II, 1er juillet-31 décembre. Paris: Imprimerie nationale, 1991. Numéro du document 445. pp. 903-906.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française
Avec l'autorisation du ministère des Affaires Etrangères

URL:

http://www.cvce.eu/obj/telegramme_de_maurice_dejean_a_christian_pineau_sur_la_presence_sovietique_au_proche_et_moyen_orient_moscou_14_decembre_1957-fr-df84792e-b9d5-4dd8-b345-341b79a252e9.html



Date de dernière mise à jour: 25/10/2016

445

M. DEJEAN, AMBASSADEUR DE FRANCE À MOSCOU,
À M. PINEAU, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

T. n° 4986 à 5002. Réservé.

Moscou, 14 décembre 1957.

(Reçu : 19 h. 5.)

1. Dans la mesure où, au cours des dernières années, les puissances occidentales ont eu une politique commune au Proche et au Moyen-Orient, elle a essentiellement consisté en un refus de se prêter à toute conversation avec l'U.R.S.S. et de reconnaître ainsi la présence et les intérêts de l'Union soviétique dans cette zone. Il est malheureusement incontestable que cette politique n'a pas réussi. L'U.R.S.S. a fait irruption dans une région longtemps considérée par l'Occident comme « une chasse gardée ». Elle s'est assurée de solides positions en Égypte et s'est installée plus largement encore en Syrie, merveilleuse base d'action et d'agitation au cœur des pays arabes. La déclaration tripartite de mai 1950, le pacte de Bagdad, la doctrine Eisenhower, se sont avérés inefficaces.

Il serait vain d'essayer de faire le partage des responsabilités, dont les principales ne nous incombent pas. Mieux vaut songer aux moyens de limiter les dégâts et de sauver ce qui peut encore l'être.

Désormais, la route du pétrole, indispensable à l'Europe occidentale, peut être coupée à chaque instant par des pays plus ou moins associés ou inféodés à l'U.R.S.S. Une grave menace, celle de la nationalisation, déjà agitée à plusieurs reprises et tenue en réserve par Moscou, pèse sur les sources mêmes du pétrole. Des positions que l'Occident conserve encore à Beyrouth, à Amman, à Bagdad et en Arabie séoudite, certaines sont fragiles. Par sa propagande, par ses méthodes subversives, aussi bien que par son action diplomatique, l'U.R.S.S. cherche à élargir ses avantages.

Dans cette lutte pour le contrôle du monde arabe — qui est en même temps une lutte pour l'Asie et l'Afrique —, elle dispose d'atouts très puissants. Elle exploite sans scrupule le fanatisme sous toutes ses formes : ressentiments contre les anciens maîtres, nationalisme exaspéré, ambitions démesurées d'individus cherchant à réaliser à leur profit l'unité du monde arabe. En même temps, elle cherche à susciter la jalousie des pays défavorisés à l'égard de ceux qui possèdent du pétrole, « richesse commune des pays arabes ». Elle s'efforce aussi d'exciter les masses que la cupidité et l'incompréhension de certains princes maintiennent dans une affreuse misère. Elle multiplie les promesses et les exemples d'assistance technique, économique, financière, « absolument

désintéressée », et laisse miroiter son appui politique et éventuellement militaire pour la réalisation ou la consolidation de l'indépendance nationale, contre les survivances ou les retours offensifs du colonialisme sous toutes ses formes.

Cette action se trouve facilitée par le prestige accru qu'ont valu à l'Union soviétique ses récentes réalisations techniques, mises en relief par les échecs correspondants des États-Unis, mais surtout l'U.R.S.S. dispose, par rapport aux Occidentaux, d'un avantage considérable, à savoir sa désinvolture totale à l'égard d'Israël, contre lequel peut se refaire à chaque instant et dans n'importe quelles circonstances l'unanimité des pays arabes et qui est présenté à la fois comme l'ennemi juré des Arabes et le support des impérialistes.

Dans ces conditions, l'Union soviétique estime que de larges possibilités s'ouvrent encore devant elle au Proche et au Moyen-Orient. Avant que le Conseil de sécurité eût entériné en avril 1957 le règlement de l'affaire de Suez, aux conditions de l'Égypte, soutenue par l'U.R.S.S., les dirigeants soviétiques avaient craint des soubresauts et des complications graves. Ils avaient souhaité une conversation avec l'Occident. Aujourd'hui, ils ne se refuseraient sans doute pas à un entretien sur ces problèmes, mais ils ne le recherchent plus. Ils reconnaissent encore que le Proche et le Moyen-Orient demeurent une zone dangereuse, mais le péril leur paraît moindre, d'abord parce qu'ils se sentent plus forts, ensuite et surtout parce qu'ils savent que dans cette région, ils n'ont pas en face d'eux un front uni des puissances occidentales.

2. Endiguer l'avance soviétique au Proche et au Moyen-Orient représente aujourd'hui une tâche complexe, dont le succès n'est nullement assuré.

La première condition pour qu'elle offre une chance quelconque de réussite serait la mise en commun, du côté occidental, de toutes les intelligences, de toutes les expériences, de toutes les loyautés.

Une autre condition serait, sans doute, la réalisation d'un fonds commun d'assistance économique et financière disposant de ressources beaucoup plus considérables que les 200 millions de la « doctrine Eisenhower », et dont la tâche pourrait être secondée par un pool d'assistance technique.

La révision, dans un esprit libéral, des conditions actuelles d'exploitation des gisements pétrolifères pourrait être également envisagée pour gêner la propagande soviétique.

Mais je pense qu'il convient aussi de se demander s'il ne serait pas opportun d'essayer d'éprouver sérieusement les dispositions actuelles des dirigeants soviétiques concernant les principaux problèmes qui se posent au Proche et au Moyen-Orient : relations israélo-arabes, libre accès au pétrole, réglementation des livraisons d'armes. Depuis de longs mois, il est vrai, les dirigeants soviétiques n'abordent plus la question palestinienne.

D'autre part, dans la plupart de ses récents messages, le maréchal Boulganine se montre peu encourageant. Il se borne à proposer, pour la normalisation de la situation au Proche et au Moyen-Orient, un accord

par lequel les quatre grandes puissances s'engageraient à ne prendre dans cette région aucune mesure violant l'indépendance des états et à renoncer à l'emploi de la force pour résoudre les questions en suspens.

Un tel accord n'aurait manifestement aucune portée pratique. Il ne contrarierait en aucune façon la poussée soviétique, il n'offrirait aucune garantie concernant la sauvegarde des intérêts de l'Occident. Il ne résoudrait aucun des grands problèmes.

Il n'en demeure pas moins que M. Khrouchtchev a déclaré le 7 octobre au correspondant du *New York Times* ⁽¹⁾, qu'il fallait trouver un langage commun pour écarter du Proche et du Moyen-Orient la menace de guerre et, dans sa lettre à M. Menderès (12 décembre) ⁽²⁾, le maréchal Boulganine invite le président du Conseil turc à prendre une initiative pour détendre la situation.

En outre, les dirigeants soviétiques ne contestent pas, et M. Khrouchtchev me l'a redit récemment, que les puissances occidentales ont, au Proche et au Moyen-Orient, des intérêts économiques d'une importance vitale, à la différence de l'U.R.S.S. dont la seule préoccupation serait d'ordre stratégique (à savoir empêcher que la zone ne serve de base d'attaque contre elle). Ils considèrent que l'exploitation par l'Occident du pétrole du Proche et du Moyen-Orient est légitime, si elle s'effectue sur une base commerciale. Ils sous-entendent par là que les méthodes actuelles sont encore entachées de « colonialisme » et ne cachent guère qu'à leur avis, le pétrole appartient aux peuples arabes et devrait être nationalisé. Cependant, ils n'ont jamais émis officiellement une telle opinion.

Pour ce qui est d'une éventuelle réglementation des livraisons d'armes, M. Khrouchtchev a récemment encore rappelé (interview à M. Reston) que l'embargo proposé à plusieurs reprises par l'U.R.S.S. avait été rejeté par les puissances occidentales. Le problème est évidemment d'une grande complexité, étant donné l'incidence qu'il pourrait avoir sur le jeu du pacte de Bagdad. D'un autre côté, la situation actuelle est éminemment dangereuse, dans une zone névralgique, déchirée par les rivalités, carrefour de trois continents, réserve immense de pétrole; on voit s'accumuler les armes venant de l'Est et de l'Ouest et il est fort probable que, depuis un certain temps, les envois du bloc soviétique sont les plus importants. Ainsi se multiplient les dangers d'incidents, dont les développements seraient difficilement contrôlables.

⁽¹⁾ Sur ces déclarations à James Reston, voir ci-dessus les n^{os} 250, 261.

⁽²⁾ On avait appris le 13 à Ankara par Radio-Moscou qui en diffusait le texte qu'un nouveau message avait été adressé à M. Menderès. Ce document ressemblait au fond à ceux que le maréchal Boulganine avait fait tenir les jours précédents à la plupart des chefs de gouvernement des états membres de l'O.T.A.N. Au ministère turc des Affaires étrangères, on devait relever que ce message concordait en général avec celui qu'avait reçu en particulier le président Gaillard. Il ne comportait dans sa première partie que la réaffirmation des garanties de principe et des postulats contenus dans les messages du 11 septembre et du 22 novembre, par lesquels Moscou entendait démontrer que la Turquie avait dénoncé les cinq principes de Bandoung pour rejoindre le camp impérialiste en mettant son territoire à la disposition des forces de guerre. Dans la seconde partie, le maréchal Boulganine évoquait les mesures concrètes qui, à son avis, seraient susceptibles de rétablir la confiance et d'écarter le spectre de la guerre.

3. Il ne saurait évidemment être question d'une prochaine réunion internationale sur le Proche et le Moyen-Orient. Une conférence insuffisamment préparée risquerait de ...⁽¹⁾ une tribune supplémentaire pour la propagande soviétique et d'aggraver la situation au lieu de contribuer à l'assainir. Mais il y aurait peut-être avantage à laisser entendre à l'U.R.S.S. que les puissances occidentales ne se montreraient pas opposées à des échanges de vue sur le Proche et le Moyen-Orient, si des sondages préalables faisaient apparaître quelques possibilités d'accord, sur tel ou tel problème, par exemple sur les multiples questions que comporterait un règlement durable et équitable entre Israël et les états arabes. Les autres problèmes pourraient être abordés de proche en proche.

Au point où en sont les choses, alors que les délégations gouvernementales syriennes alternent à Moscou avec les délégations égyptiennes et saluent l'U.R.S.S. comme l'ami et le protecteur de la « nation arabe », il serait bien difficile de stabiliser la situation au Proche et au Moyen-Orient en dehors de l'U.R.S.S. ou contre elle. Les dispositions dont ferait preuve l'Union soviétique, au cours de sondages préliminaires, seraient un excellent test de la volonté de coexistence et de paix qu'elle proclame dans le monde entier.

C'est ainsi du moins que se présentent les choses dans la perspective de Moscou. D'où je ne puis évidemment apprécier les autres moyens que la France et ses alliés pourraient mettre en œuvre pour enrayer l'...⁽²⁾ continue de l'U.R.S.S. au Proche et au Moyen-Orient.